

La dermatologie médicale et universitaire se doit d'être valorisée. L'Association doit faire plus pour diversifier ses causes à défendre. Elle doit mettre la spécialité dans la mire et le respect du publique et par le fait même des gouvernements. Au Québec, nous verrons bientôt des non médecins faire des diagnostiques, prendre en charge et prescrire des médicaments. Le gouvernement québécois, avec la crise d'accessibilité qu'il a planifié depuis plus de quinze années, croira palier au manque de ressources médicales en s'assurant que sa position n'est que conséquence du désengagement social des médecins. Les prérogatives de qualité ne prévaudront pas dans ce genre d'action. Nous devons nous préparer au dépouillement de notre spécialité par des professionnels qui n'ont pas de formation requise pour traiter les malades plus spécifiquement ceux avec des conditions dermatologiques. Ce qui peut se passer au Québec arrivera aussi dans le reste du Canada.

Nous devrions éduquer la population canadienne sur les compétences du dermatologue et mettre l'accent sur le bon diagnostique, du juste traitement sécuritaire et de la qualité du suivi. Le dermatologue doit aussi démontrer son intérêt face à sa spécialité et continuer à servir le public canadien surtout ceux avec des conditions difficiles. Tout en continuant à informer sur les moyens préventifs et sans reléguer le photo-vieillessement aux oubliettes, le dermatologue-médecin doit prendre sa place et faire du bruit sinon le public canadien en souffrira.